

Analyse des documents financiers des SIAE, d'après l'outil d'autodiagnostic

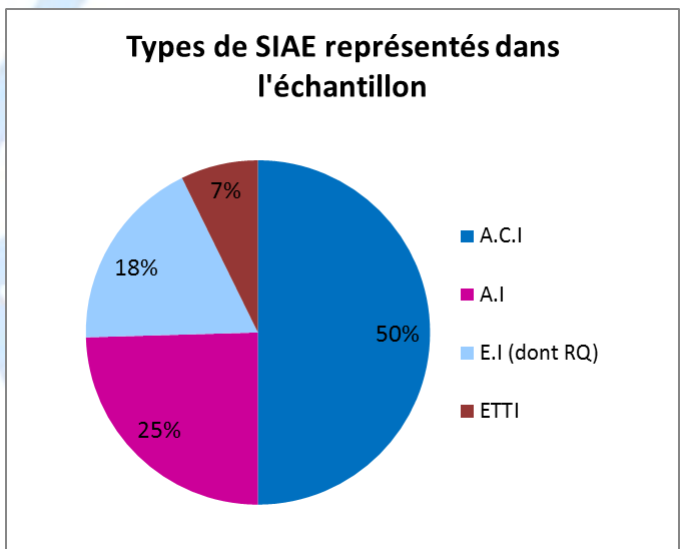
L'objectif de cette analyse est d'observer et de porter un avis sur le modèle économique et la structuration financière des SIAE, d'après les données issues des outils d'autodiagnostic renseignés sur la plateforme internet dédiée au dispositif : www.inserdiag.fr.

1. Qualité de l'échantillon

- **Taille et composition**

L'échantillon des structures ayant renseigné l'outil sur trois exercices consécutifs (2008, 2009 et 2010), après suppression des dossiers incomplets, comprend une population de **110 S.I.A.E.** présentant la répartition suivante :

Notre échantillon est relativement intéressant en volume puisqu'il représente près de **3% de la population des SIAE** recensée en 2010 par la D.A.R.E.S. (cf. dossier 2012 « Analyses » consacrées à l'insertion par l'activité économique en 2010).



- **Représentativité**

La structure de l'échantillon s'avère assez **proche de celle de la composition nationale** de la population des SIAE :

Type de S.I.A.E	Nombre de structures	Part dans l'échantillon	Population nationale en 2010	Part dans la population nationale
A.C.I	55	50,0%	1 808	47,6%
A.I	27	24,5%	775	20,4%
E.I (dont RQ)	20	18,2%	990	26,1%
ETTI	8	7,3%	224	5,9%
Total	110	100,0%	3 797	100,0%

Les SIAE accompagnées dans le cadre du dispositif Inserdiag sont réparties sur tout le territoire national.

L'échantillon de notre étude présente des disparités au niveau de la **répartition territoriale**, les régions les plus représentées sont les suivantes : Midi-Pyrénées (10% de l'échantillon, contre 5,3% de la population nationale), Nord Pas de Calais (22.7% de l'échantillon, contre 8% de la population nationale), Pays de la Loire (11.8% de l'échantillon, contre 7.3% de la population nationale), Rhône Alpes (19.1% de l'échantillon, contre 10% de la population nationale).

- **Limites d'interprétation**

L'échantillon reste réduit par rapport au nombre total de SIAE en France. Les données d'analyse et l'interprétation des résultats seront donc à prendre avec toutes les **précautions d'usage quant à leur généralisation**, en particulier pour les raisons suivantes :

- Cette analyse, basée sur les documents financiers, ne prend pas en compte les **différents métiers des SIAE**. Nous avons en effet peu d'éléments exploitables sur l'activité principale des SIAE de l'échantillon, or ces différents métiers peuvent interférer sur le modèle économique des SIAE, notamment sur les plans de charges et les besoins en haut de bilan, (surtout pour les EI et les ACI, moins significatif pour les ETTI et AI qui ont une exclusivité de métier et de public).
- Les **données concernant le nombre de personnes en insertion** n'ont pas été saisies de façon homogènes (saisie en nombre de salariés ou nombre ETP, pour l'ensemble des salariés ou uniquement pour ceux en insertion), et l'ancienneté des structures n'a pas toujours été renseignée. Ors ces variables peuvent également être des facteurs importants permettant d'expliquer les tendances observées.
- Enfin, cette étude étant basée sur les comptes de SIAE ayant été accompagnées dans le cadre d'Inserdiag, il est probable que ces structures aient sollicités le dispositif pour des raisons spécifiques (phase de développement, difficultés financières, en démarche de sécurisation financière, etc.) et que la composition de l'échantillon ne présente donc pas le caractère aléatoire requis pour ce type d'étude.

2. Le modèle économique : analyse des comptes de résultat

- **Progression des produits d'exploitation**

Entre 2008 et 2010, le montant moyen des produits d'exploitation de notre échantillon de 110 SIAE, toutes structures confondues, est en nette augmentation.

Chiffre d'affaires = ventes de marchandises et/ou de prestations

Moyenne en K€	2008	2009	2010
Subvention d'exploitation	228	246	252
Chiffre d'Affaires	448	477	496
Autres produits	38	44	60
Total pdts d'exploitation	715	767	808

L'augmentation des produits d'exploitation de l'échantillon **a atteint plus de 13%** et a été portée par la **croissance en même proportion à la fois du chiffre d'affaires (10.5%) et des subventions (10.7%)**.

La part du chiffre d'affaires et des subventions dans la composition des produits d'exploitation reste donc relativement stable sur la période étudiée.

Détails des évolutions par type de SIAE entre 2008 et 2009 :

La croissance des produits d'exploitation consolidés a donc été principalement assurée par les ACI. Seules les AI voient leurs produits reculées sur la période (-2,1% en trois ans).

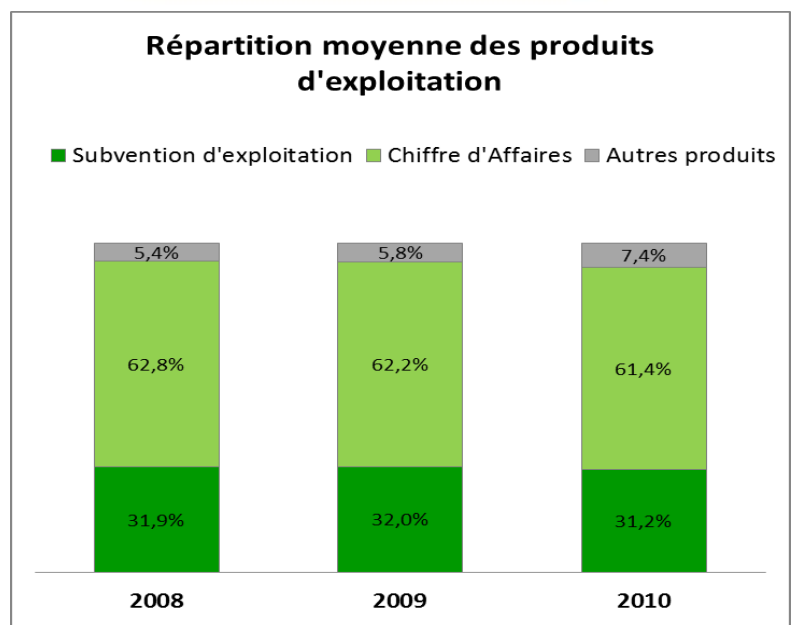
	Pdts expl.	Subv.	CA.
A.C.I	27,2%	15,7%	40,6%
A.I	-1,9%	-24,4%	-2,1%
E.I	12,7%	9,9%	13,4%
ETTI	9,5%	3,9%	7,9%

A noter également que les ETTI, dont l'activité est très sensible à la conjoncture, ont connu une baisse de leurs parts de marché entre 2008 et 2009, compensée par la suite par un rebond du chiffre d'affaires entre 2009 et 2010.

- **Composition des produits d'exploitation**

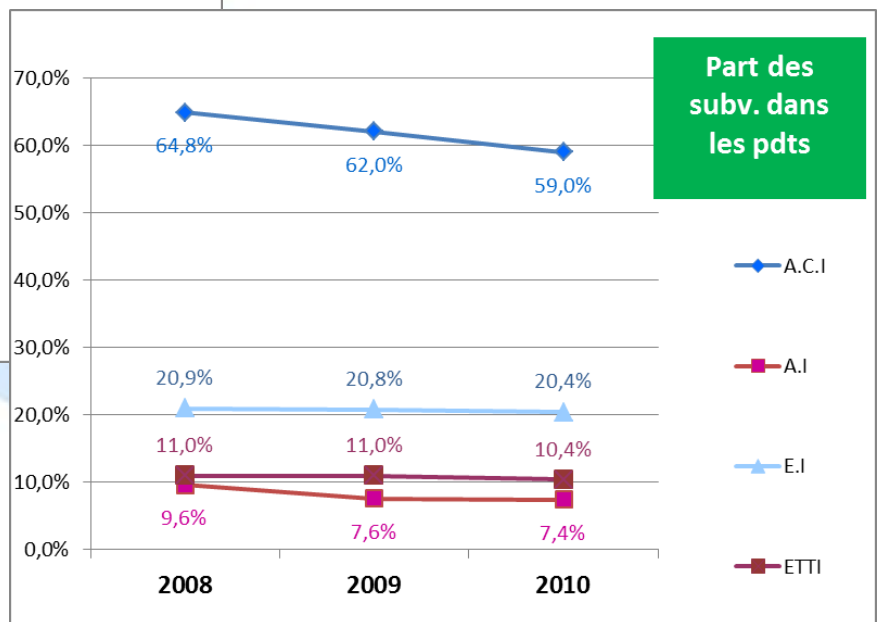
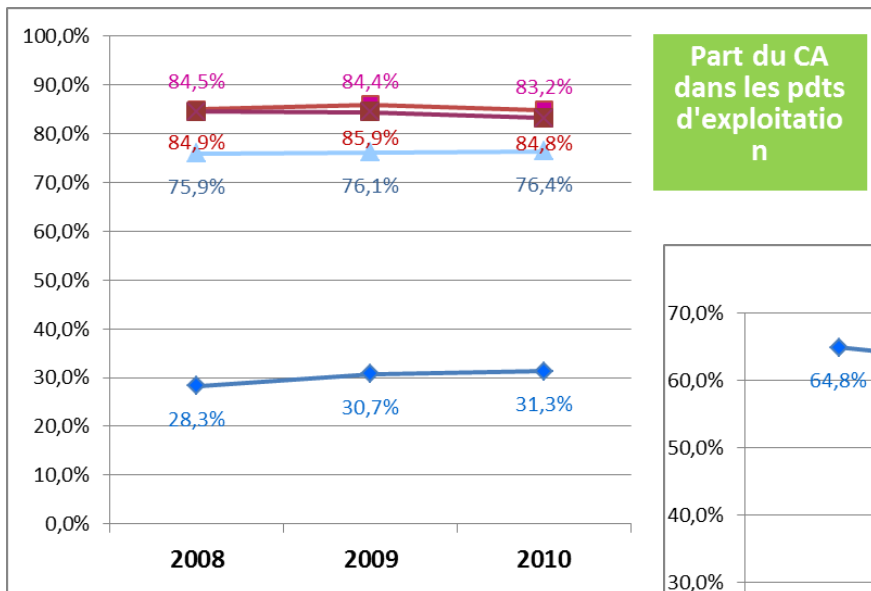
Le modèle économique des SIAE présente globalement les mêmes équilibres sur la période étudiée.

Si le montant reçu de subventions d'exploitation (dont les aides à l'emploi) a augmenté en volume sur la période, le taux de subventionnement général a baissé de manière sensible pour l'ensemble de l'échantillon (-1.4%).



Evolution des produits d'exploitation par type de SIAE

Nous constatons que les évolutions les plus significatives concernent avant tout les ACI pour lesquels la part des subventions dans le modèle économique diminue (les subventions ont certes augmenté en valeur absolue mais leur part relative dans la composition des produits d'exploitation a diminué).



Seule la commercialité des ACI a crû de manière sensible.

Les modèles économiques des ACI

et des EI sont ceux qui reposent le plus sur les subventions d'exploitation.

On constate en particulier une nette diminution du taux de subventionnement pour les ACI (- 6%).

Les EI et ETTI présente un taux de subvention assez stable car moins dépendant des Collectivités Territoriales (les aides aux postes sont fixées par décret au niveau national), alors que les ACI doivent être davantage affectées par les disparités territoriales des niveaux de prise en charge des postes (décidées en CDIAE).

• Synthèse :

Taux de subv. = montant des subventions / total des produits d'exploitation

Taux de commercialité = chiffre d'affaire / total des produits d'exploitation

	Evolution du C.A.	Evolution des subventions	Evolution du taux de subv.	Evolution du taux de commercialité
Tout type SIAE	↑	↑	↔	↓
A.C.I	↑	↑	↓	↑
A.I	↓	↓	↓	↔
E.I (dont RQ)	↑	↑	↔	↔
ETTI	↑	↑	↔	↔

• Evolution des charges d'exploitation

Montant des charges d'exploitation en moyenne (K€) par type de SIAE :

Les charges d'exploitation sont en nette augmentation, à l'exception des AI : avec un évolution négative sur la période, ce type de SIAE présente une contraction d'activité.

	2008	2009	2010	Evolution
Tout type SIAE	717	771	804	12,0%
A.C.I	515	215	655	27,3%
A.I	871	826	823	-5,5%
E.I	864	997	953	10,3%
ETTI	1 226	1 169	1 387	13,2%

Volume de la masse salariale en moyenne (K€) par type de SIAE

	2008		2009		2010		Evolution Masse Salariale totale
	Moyenne	Part MS Insertion	Moyenne	Part MS Insertion	Moyenne	Part MS Insertion	
Tout type SIAE	558	49,7%	596	48,6%	621	51,4%	11,3%
A.C.I	388	44,1%	456	45,6%	494	47,7%	27,3%
A.I	736	60,2%	695	59,3%	686	58,5%	-6,8%
E.I	589	18,3%	694	22,3%	677	28,9%	15,0%
ETTI	1 050	83,2%	979	79,5%	1 134	81,1%	8,1%

Les données relatives à la progression de la masse salariale insertion montre qu'elle a évolué en lien et dans des proportions comparables aux évolutions qui ont affectées la masse salariale d'ensemble. A l'exception des A.I pour lesquelles la part « Insertion » a reculé dans la masse salariale totale.

Part de la masse salariale / produits d'exploitation :

	2008	2009	2010
Tout type SIAE	78,1%	77,7%	76,8%
A.C.I	76,2%	76,9%	76,3%
A.I	84,5%	81,4%	80,3%
E.I	68,7%	71,4%	70,1%
ETTI	84,3%	84,5%	83,2%

La masse salariale est la principale charge d'exploitation, elle consomme en moyenne plus de 75% des produits d'exploitation, voir plus de 80% pour les AI et ETTI, puisque leur activités correspond à de la mise à disposition de personnel.

Les EI présente la part la plus faible de masse salariale, ce qui est également logique dans la mesure où leur activité nécessite davantage de charges relatives à des achats de matériel ou des dotations aux amortissements.

- **Résultat d'exploitation : indicateur de viabilité du modèle économique**

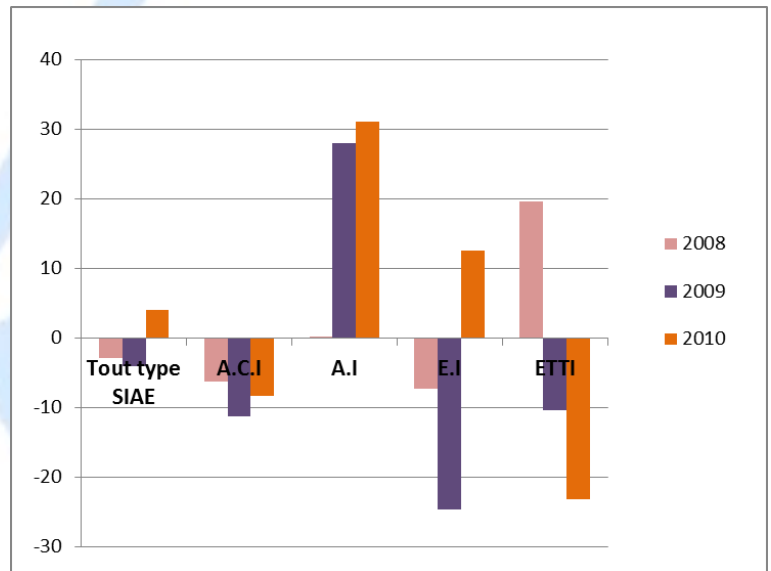
Les résultats d'exploitation par type de SIAE sont fortement contrastés.

L'excédent 2010 est imputable en premier lieu aux performances économiques des AI, pour lesquelles les excédents s'avèrent toutefois modestes sur la période (ils représentent au mieux 3.8% des charges d'exploitation en 2010).

Alors que les ACI sont la famille de SIAE ayant connu la plus importante croissance de chiffre d'affaires sur la période, c'est pourtant celle qui affiche la perte d'exploitation la plus importante (résultat d'exploitation structurellement déficitaire).

Résultats d'exploitation en moyenne (K€)

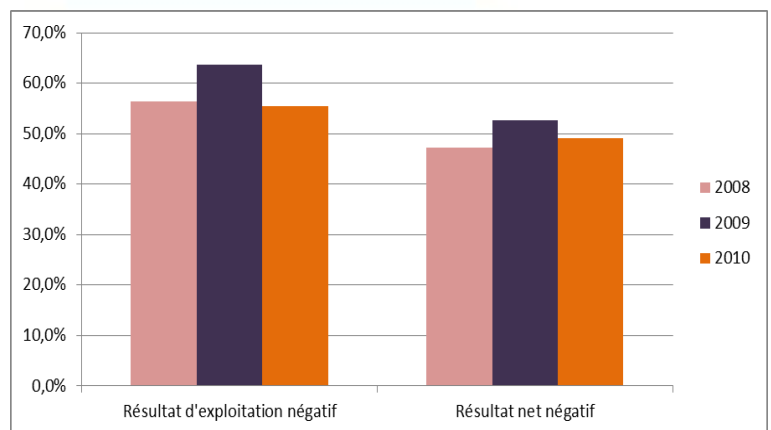
	2008	2009	2010	Total
Tout type SIAE	-2,9	-4,0	4,1	-2,8
A.C.I	-6,2	-11,2	-8,3	-25,7
A.I	0,3	28,1	31,1	59,5
E.I	-7,2	-24,7	12,7	-19,2
ETI	19,7	-10,4	-23,1	-13,8



La faiblesse des résultats consolidés d'exploitation est dû au fait que **plus d'une structure sur deux ont enregistré des pertes sur la période.**

En effet, en 2008, plus de 55 % des SIAE présentait un déficit d'exploitation, 64 % en 2009 -année de conjoncture économique particulièrement difficile- et 56,4% en 2010.

Un nombre moins important de SIAE présentent un résultat net négatif.



Résultats nets en moyenne (K€) :

Les résultats nets sont globalement supérieurs aux résultats d'exploitation (excepté pour les ETTI).

Moyenne des variations (différence entre le résultat d'exploitation et le résultat net) :

ACI +18.5 k€, AI + 12.8 k€, EI +13.6 k€, ETTI -13 k€.

	2008	2009	2010	Total
Tout type SIAE	3,5	2,6	5,2	11,2
A.C.I	0,1	-6,0	-1,3	-7,2
A.I	10,0	29,0	33,3	72,3
E.I	-1,7	-6,9	3,1	-5,6
ETTI	17,5	-3,9	-40,4	-26,8

Le résultat net est la résultante de 3 résultats intermédiaires : résultat d'exploitation, résultat financier et résultat exceptionnel.

Résultats financiers en moyenne (K€) :

Les résultats financiers sont proches de l'équilibre, ils n'expliquent donc pas la tendance du résultat net (à l'exception des AI).

	2008	2009	2010	Total
Tout type SIAE	1,5	0,1	-0,2	1,4
A.C.I	0,1	-0,4	-0,8	-1,1
A.I	5,3	1,7	3,7	10,7
E.I	-0,6	-1,5	-3,8	-5,9
ETTI	3,6	2,9	-0,9	5,6

Nous constatons au départ (avec les résultats d'exploitation) une situation faible voir négative, puis (avec les résultats nets) une situation faible voir positive.

Le résultat net est donc avant tout affecté par des produits exceptionnels (en particulier pour les ACI) tels que : l'amortissement des subventions d'investissement (ce qui n'a en général pas lieu d'être et peut indiquer que la structure n'a pas les moyens de renouveler ses investissements), des choix particuliers d'imputations comptables (par exemple des contrats aidé enregistrés dans le compte 79 « Transferts de charges ») ou des montant non négligeable de subventions exceptionnelles (par exemple pour les ACI qui peuvent bénéficier de la solidarité financière d'un ensemblier).

- **Conclusion sur les évolutions du modèle économique :**

On observe une forte progression d'activité des SIAE de l'échantillon qui présentent dans l'ensemble des modèles économiques relativement fragiles, avec un redressement sur la dernière année de la période étudiée.

Ces observations ne s'appliquent pas aux AI dont le volume d'activité se réduit sur la période. Il s'agit cependant des seules structures qui sont globalement parvenues à maintenir des excédents sur toute la période, malgré la baisse de leurs produits d'exploitation, dû à une réduction de leurs effectifs.

- **La CAF (capacité d'autofinancement)**

La CAF est le flux potentiel de trésorerie dégagé par l'activité courante. C'est l'indicateur étudié par la banque pour évaluer la capacité de la structure à rembourser ses emprunts. Ces résultats sont donc corrélés à la rentabilité économique des SIAE et à évaluer en fonction de leurs besoins d'investissement.

Volume de la CAF en moyenne (K€) :

	2008	2009	2010
Tout type SIAE	14,1	14,0	20,8
A.C.I	11,3	8,9	15,0
A.I	23,4	37,7	33,6
E.I	5,8	4,1	39,2
ETTI	23,1	-5,4	-28,1

La capacité globale d'autofinancement de l'échantillon connaît un redressement sensible sur la période. Elle a cru de plus de 30 % entre 2008 et 2010.

Ce redressement a été porté par l'amélioration des modèles économiques de l'échantillon en 2010. Les résultats par famille restent aussi logiquement contrastés.

3. La structuration financière : analyse des bilans

- **Evolution du haut de bilan**

La progression des fonds propres d'une année à l'autre peut évoluer en fonction de plusieurs éléments :

- le résultat de l'année précédente (un résultat excédentaire augmente les fonds propres),
- des apports financiers extérieurs sous forme d'apports en fonds associatifs pour les associations, de capital social et de comptes courants d'associés pour les structures à statut commercial,
- les subventions d'investissement pour certaines associations.

Volume des fonds propres en moyenne (K€) :

Au niveau consolidé, les fonds propres progressent de manière continue mais à un taux modeste sur la période : 3,2 %, en particulier pour les ACI malgré les pertes d'exploitation qu'elles enregistrent.

Les fonds propres ont toutefois baissé de manière significative pour les ETTI du fait du cumul des déficits de résultats.

	2008	2009	2010	Evolution
Tout type SIAE	147,0	151,1	151,6	3,2%
A.C.I	123,7	136,0	142,3	15,0%
A.I	233,6	236,2	232,3	-0,6%
E.I	68,2	62,2	69,2	1,5%
ETTI	211,4	189,8	149,4	-29,3%

Volume des immobilisations en moyenne (k€) :

	2008	2009	2010	Evolution
Tout type SIAE	71,5	76,2	79,7	11,5%
A.C.I	77,3	86,3	95,5	23,4%
A.I	70,9	61,1	58,0	-18,3%
E.I	74,7	88,5	87,6	17,3%
ETI	25,6	26,6	25,4	-1,0%

Ce tableau rend compte du dynamisme de la politique d'investissement des SIAE.

Les ACI ont augmenté leurs immobilisations par le biais de subventions d'investissement.

Les AI n'ont pas renouvelé leur matériel.

Compte tenu de leur développement d'activité, les EI ont poursuivi leurs investissements.

Montant moyen des dettes financières moyen long terme (K€) :

	2008	2009	2010	Total
Tout type SIAE	37,9	38,5	49,7	31,2%
A.C.I	39	41,6	55	42,0%
A.I	21,1	17,5	17,3	-17,9%
E.I	64	67,6	88	36,8%
ETI	21,8	15,8	26,0	19,2%

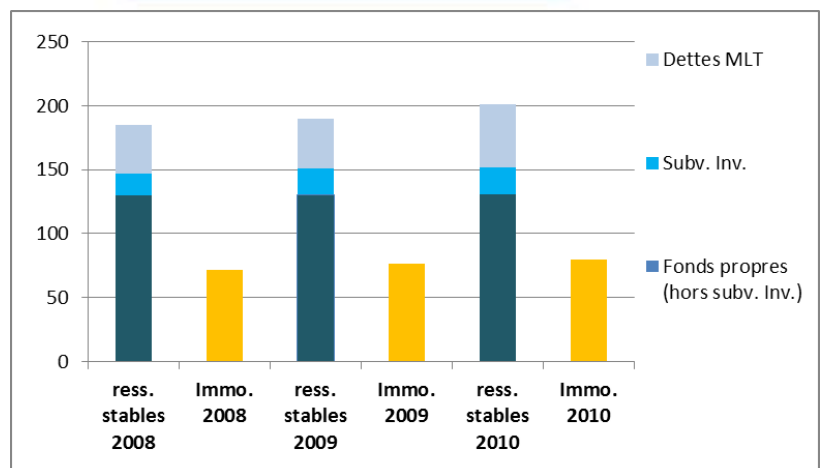
- Le fonds de roulement

Fond de roulement en moyenne (K€)

Fond de Roulement = Fonds Propres (dont subventions d'investissement) + dettes financières moyen long terme - immobilisations

	2008	2009	2010	Evolution
Tout type SIAE	120,6	122,6	131,0	8,6%
A.C.I	90,4	49,2	109,5	21,1%
A.I	191,4	203,1	200,0	4,5%
E.I	68,0	55,2	85,7	26,0%
ETI	220,6	185,3	159,0	-27,9%

Les fonds de roulement, à un niveau consolidé, ont progressé de près de 9 %, de façon plus importante que les fonds propres. Cette augmentation est due en particulier à l'apport de subventions d'investissement et de l'emprunt moyen long terme (cf. tableau ci-dessous).



- **Le besoin en fond de roulement**

Besoin en Fond de Roulement moyen (K€) :

Le B.F.R consolidé sur la période est plus ou moins stable, avec des variations contrastées selon le type de SIAE.

Il a légèrement augmenté en 2009, année de contexte économique difficile qui a dû induire des délais de paiement clients plus importants.

	2008	2009	2010	Evolution
Tout type SIAE	20,9	24,1	23,7	13,4%
A.C.I	14,9	13,7	13,6	-8,7%
A.I	33,9	46,8	45,7	34,8%
E.I	-16,6	-10,4	2,8	+
ETTI	112,6	106,1	72,0	-36,1%

Pour les EI, le BFR a représenté une ressource en 2008 et 2009.

Les ETTI, pour lesquelles le BFR est une variable financière de premier rang, ont dû fournir un gros effort pour le réduire et ainsi diminuer les charges financières associées.

- **Trésorerie**

Trésorerie nette = Fond de Roulement – Besoin en Fond de Roulement

Montant moyen de la trésorerie disponible (K€) :

L'état de la trésorerie suit une tendance à la baisse pour les SIAE (excepté les ACI), en particulier pour les ETTI du à une diminution combinée du FR et du BFR.

	2008	2009	2010	Total
Tout type SIAE	99,7	98,3	107,1	7,4%
A.C.I	75,5	84,7	95,9	27,0%
A.I	157,7	156,6	154,6	-2,0%
E.I	84,7	64,6	81,9	-3,4%
ETTI	108,0	79,1	87,0	-19,4%

Le niveau de couverture des charges d'exploitation par la liquidité disponible en nombre de mois :

Au niveau consolidé, les disponibilités (V.M.P comprises) permettent de couvrir un peu moins de deux mois de fonctionnement d'exploitation. Ce taux global a peu évolué sur la période.

	2008	2009	2010
Tout type SIAE	1,7	1,6	1,6
A.C.I	2	1,8	1,8
A.I	2,2	2,3	2,3
E.I	1	1,0	1,1
ETTI	1,1	0,9	0,9

On constate par ailleurs que globalement les SIAE font peu appel aux solutions de crédits à court terme (concours bancaires courants), excepté en 2009, année de conjoncture difficile ayant générée des besoins ponctuels de liquidité.

- **Taux d'endettement global**

Taux d'endettement global rapporté sur le total des produits d'exploitation (moyenne en K€) :

	2008	2009	2010
Tout type SIAE	5,5%	5,9%	6,4%
A.C.I	7,9%	7,9%	8,7%
A.I	2,4%	2,1%	2,1%
E.I	7,5%	8,9%	9,2%
ETI	2,5%	2,0%	3,0%

Globalement le niveau général d'endettement des SIAE a sensiblement augmenté au cours de la période.

On constate que le taux de croissance de l'endettement a été plus rapide que la croissance du total des produits d'exploitation en 2009 et 2010, ce qui signifie que les structures ont relativement plus recouru aux emprunts bancaires au cours de ces deux années.

4. Synthèse et préconisations

- **Conclusions**

Avec toutes les réserves d'usage sur un échantillon de cette taille, on constate des tendances générales avec des résultats relativement contrastés selon le type de SIAE :

- Un développement globale de l'activité sur la période étudiée avec une augmentation des charges et des produits d'exploitation, en particulier pour les ACI et à l'exception notable des AI ;
- Une croissance du Chiffre d'Affaires, malgré une conjoncture économique difficile en 2009, maintenue l'année suivante en 2010 ;
- Une fragilisation du modèle économique, en particulier pour les structures les plus dépendantes aux subventions : ACI et EI (résultats d'exploitation consolidés déficitaires sur la période) ;
- Des difficultés économiques certaines pour plus de la moitié de l'échantillon chaque année (résultat net déficitaire), qui ont commencé à impacter le niveau des fonds propres, en particulier pour les ETI qui ne bénéficient pas de subvention exceptionnelle ou de subvention d'investissement ;
- Un bilan finalement mitigé pour les AI qui ont du faire face à une diminution de leur activité en réduisant leurs effectifs, afin de préserver leur viabilité économique (réduction de la part de la Masse Salariale Insertion, non renouvellement des investissements, résultat d'exploitation positif) ;
- Un haut de bilan qui ne se dégrade pas en raison d'un recours plus important aux subventions d'investissement et à des emprunts moyen ou long terme, ce qui - associé à une politique d'investissement peu soutenu- permet de préserver le Fond de Roulement ;

- En moyenne, les SIAE bénéficient d'une trésorerie positive et stable au bilan mais non satisfaisante (permettant de couvrir à peine de 2 mois de charges d'exploitation). Il est à noter que ce calcul est établi au bilan lors de la clôture de l'exercice et ne tient pas compte des fluctuations de trésorerie intervenant dans l'année.

- **Recommandations**

Les SIAE doivent être particulièrement vigilantes à l'évolution de leurs fonds propres : devant la difficulté de constituer des réserves avec des résultats faibles, voire négatifs, elles encourent un risque de dégradation de leurs fonds propres. Pour le moment, elles ont eu davantage recours à l'endettement et aux subventions d'investissement pour soutenir la politique d'investissement, ce qui constitue une réaction saine. Cependant, pour renforcer leur solidité financière de façon durable, les SIAE devront être en mesure de dégager des résultats excédentaires afin de sécuriser leur développement.

Il est recommandé de vérifier ces tendances chaque année en reproduisant l'étude sur un échantillon élargi et qualifié, c'est-à-dire avec des précisions sur le métier, la taille et l'ancienneté des structures, afin de réaliser des croisements plus fins et vérifier les évolutions constatées.

L'analyse de ces tendances pourra également être mise en lien et en perspective avec d'autres données recueillies et observées par les réseaux du secteur de l'IAE.

Cette étude a été réalisée avec le concours du cabinet Cito Conseil : www.cito-conseil.com
Avril 2013